**Direction  
de l’administration pénitentiaire**



**Fourniture, livraison, installation et maintenance de portiques à ondes millimétriques (POM)**

**Marché n°24PS5023**

**Acte d’Engagement**

*Code de la commande publique issu de l’ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018*

***Cadre réservé au pouvoir adjudicateur***

**Numéro Chorus (EJ)** :

***Cadre réservé au pouvoir adjudicateur***

**Date de notification** :

Date de réception indiquée sur la Place :

**Imputation budgétaire :** Années d’imputation : 2025 - 2029

Codes de programmes : 107 ; 166

Article de prévision : 02

**Autres informations** : Code CPV : 35113000

N° activité**:** 010703010301

N° domaine fonctionnel : 0107 – 01

N° groupe de marchandise : 41.03.04 ; 37.02.12

N° d’axe d’analyse : 10-AP1071310-SECU-SITE

**I – IDENTIFICATION DES PARTIES**

**I.1** - **Pouvoirs adjudicateurs**

Le Ministère de la Justice, Direction de l’Administration Pénitentiaire, dont le siège est situé : 13 Place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01, dûment représentée par Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire

**Identité et qualité du signataire :** Le représentant du pouvoir adjudicateur

**Personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-59 et R.2391-28 du code de la commande publique :**

Direction de l’Administration Pénitentiaire

Bureau de la performance PS5 - Pôle Achats

13 Place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

Courriel : [marche-public.dap@justice.gouv.fr](mailto:marche-public.dap@justice.gouv.fr)

**Désignation des comptables assignataires**

|  |  |
| --- | --- |
| ***Adresse postale des comptables assignataires de paiement*** | |
| **Administration centrale** | Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel  13 Place Vendôme  75042 PARIS CEDEX 01 |
| **Bordeaux** | DRFIP33 (Nouvelle Aquitaine)  Service facturier n°FAC0000033  24 rue François de Sourdis - BP 908 - 33060 BORDEAUX Cedex |
| **Dijon** | DRFIP 21 (Bourgogne) – Service facturier N°FAC0000021  1 bis, place de la banque - 21042 DIJON Cedex  [dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Lille** | DRFIP 59 (Nord Pas de Calais)  Service facturier n°FAC0000059  82 avenue du Président Kennedy - 59033 LILLE Cedex |
| **Lyon** | DDFIP 69 (Rhône)  Service facturier n° FAC0000069  3 rue de la Charité - 69002 LYON  [drfip69@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip69@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Marseille** | DRFIP 13 (Provence Alpes Côte d'Azur)  Service Dépenses – Service facturier n°FAC0000013  16 rue Borde - 13357 MARSEILLE Cedex 20 |
| **Paris** | DDFIP 91 (Essonne)  Division des Opérations et Comptes de l'Etat – Service Facturier n°FAC0000091  27, rue des Mazières - 91011 EVRY CEDEX  Tél: 01 69 13 26 40  [ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Rennes** | Service : FAC0000035  Ministère de la Justice  DRFIP Bretagne Service facturier justice  Avenue Janvier - BP 72102 - 35021 RENNES Cedex 9 |
| **Strasbourg** | CGF Justice DDFIP 54 (Meurthe et Moselle)  Service exécutant n° CGFDJUS054  50, rue des Ponts - CO 60069 - 54036 NANCY Cedex |
| **Toulouse** | CGF Justice DRFIP 31  Service exécutant : CGFDJUS031  15 Place Occitane - 31039 TOULOUSE Cedex 9  [drfip31@dgfip.finances.gouv](mailto:drfip31@dgfip.finances.gouv). |
| **Guyane ; Guadeloupe ; Martinique ; Saint-Pierre-et-Miquelon** | Direction Régionale des Finances Publiques de la MARTINIQUE  Service exécutant : DAPPFGU972  Jardin Desclieux  BP 654 et 655 - 97263 FORT-DE-FRANCE Cedex |
| **La Réunion**  **Mayotte** | Direction régionale des finances publiques de la REUNION  Service exécutant : DAPPFGU974  7 avenue André-Malraux - 97705 SAINT-DENIS Cedex 9 |
| **Nouvelle-Calédonie** | Direction des Finances Publiques (DFiP) de la NOUVELLE-CALEDONIE  Service exécutant : DAPPFGU988  9 bis, rue de la République - BP C5 - 98844 NOUMEA Cedex |
| **Polynésie Française** | Direction des finances publiques en Polynésie française  Service exécutant : DSJPFGU987  Immeuble « Résidence Anne-Marie Javouhey »  PAPEETE, Polynésie française |

**I.2 - Identification du titulaire :**

Je soussigné(e)[[1]](#footnote-1),

agissant au nom et pour le compte de la

au capital de

ayant son siège social :

numéro de téléphone :

Immatriculé(e) :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

Dans le cas d’un groupement, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du groupement. Le groupement est solidaire.

**II - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et accepter les clauses figurant dans les différentes pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L’acte d’engagement et son annexe financière (AF) ;
2. Le CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et ses annexes ;
3. La mise au point, le cas échéant ;
4. Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) et ses annexes ;
5. La proposition technique du titulaire (cadre de réponse, et tous éléments annexés) ;
6. Le CCAG FCS en vigueur à la date de notification du marché ;
7. Les normes techniques et les textes cités dans le CCTP.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l’ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

**Les modifications relatives aux rubriques « imputation budgétaire » ou « autres informations » de la première page du présent document sont internes à l’administration et ne donnent pas lieu à l’établissement d’un avenant.**

**III - OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ**

**III.1** - **Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture, livraison, installation et maintenance de portiques à ondes millimétriques (POM). Le marché comprend également des prestations de formation.

**III.2** - **Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de notification du marché au titulaire, renouvelable tacitement une (1) fois un (1) an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

**III.4** - **Montants du marché / avance**

*III.4.1 - Montants du marché*

L’accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un montant maximum de dix millions d’euros euros hors taxes (10 000 000 € H.T.).

Le montant estimé des prestations exécutées dans le cadre du présent marché s’élève à deux millions d’euros hors taxes (2 000 000 € H.T.).

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la facturation.

*III.4.2 - Avances*

S’agissant du bénéfice de l’avance, dont les modalités de versement sont fixées à l’article 15 du CCAP, le titulaire précise son choix :

J’accepte de bénéficier de l’avance ;

Je renonce au bénéfice de l’avance.

Le titulaire déclare être une petite et moyenne entreprise (PME) :

**III.5** - **Compte bancaire à créditer / RIB**

Les sommes dues au titre du présent marché sont libérées par virements au compte ouvert dont **le RIB est annexé par le titulaire au présent marché.**

En cas de groupement, les RIB de tous les membres du groupement doivent être annexés au présent document. **En cas de groupement, les RIB de tous les membres du groupement doivent être annexés au présent document.**

**Modification des coordonnées bancaires**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d’exécution de l’accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier et fournir le RIB correspondant à l’attention du service en charge du suivi contractuel et administratif coordinateur du marché soit à l’intention de l’interlocuteur principal du marché pour la DAP désigné dans le CCAP.

**IV – OBLIGATIONS LÉGALES ET ENGAGEMENT**

Après avoir pris connaissance du CCAP et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique, ainsi que les documents **à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et** à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché,

Et après avoir fourni, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies,

Déclare n’avoir pas fait l’objet d’une interdiction de concourir,

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m’est notifiée dans un délai de deux cent soixante-dix (270) jours à compter de la date limite de remise des offres.

**Je m’engage ou j’engage le groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles.**

**ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR** [[2]](#footnote-2)

Je, soussigné ………………………………………………………………………………………… (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE EN FRANCE :***

- Atteste sur l’honneur avoir déposé auprès de l’administration fiscale à la date de la présente attestation, l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires,

- Atteste sur l’honneur que le travail sera réalisé pas des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (bulletin de salaire), et L.1221-10 (déclaration nominative préalable d’embauche) du code du travail,

- Atteste sur l’honneur que [[3]](#footnote-3) :

Je / la société que je représente n’emploie pas des salariés étrangers.

Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l’article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l’article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d’embauche ;

- sa nationalité ;

- le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE à l’Étranger :***

- Atteste sur l’honneur que je / la société que je représente fourni aux salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail ou des documents équivalents,

- Atteste sur l’honneur que [[4]](#footnote-4) :

Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l’article D.8254-3 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

* sa date d’embauche ;
* sa nationalité ;
* le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

M’engage, si le marché m’est attribué, à fournir les documents listés aux articles R2143-7 à R2143-10, du code de la commande publique et à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché.

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature de l’entreprise** | **Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur** |

**CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CRÉANCE[[5]](#footnote-5)**

La présente copie certifiée conforme à l’original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au code monétaire et financier en ce qui concerne[[6]](#footnote-6) :

La totalité du marché

La totalité du montant maximum fixé par le marché

La totalité du montant correspondant aux bons de commande émis par la DAP au titre du présent marché

La partie des prestations devant être exécutées par ………………………………………………………… en qualité de[[7]](#footnote-7) :

Membre du groupement d’entreprises titulaire du marché

est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

À ……………………… Le …………………………………………

1. À renseigner par le titulaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. En cas d’offre présentée par un groupement d’entreprises, chaque cotraitant doit remettre l’attestation sur l’honneur correspondante en annexe au présent acte d'engagement. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-3)
4. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-4)
5. A remplir par le pouvoir adjudicateur sur la photocopie de l’acte d’engagement délivré au titulaire en exemplaire unique. [↑](#footnote-ref-5)
6. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-6)
7. Cocher la situation concernée [↑](#footnote-ref-7)